

Rapport annuel 2009 alliance sud

Communauté de travail

Swissaid · Action de Carême · Pain pour le prochain · Helvetas · Caritas · Eper

www.alliancesud.ch



ET B
350

CLIMATE JUSTICE

THERE IS NO PLANET B

NATURE DOESN'T COMPROMISE

Demonstration
16. dec.
Reclaim Power

CLIMATE CHANGE

Alliance Sud en bref

Comité directeur

Antonio Hautle, directeur Action de Carême (président)
Caroline Morel, directrice Swissaid (vice-présidente)
Beat Dietschy, secrétaire général Pain pour le prochain
Hugo Fasel, directeur Caritas Suisse
Melchior Lengsfeld, directeur Helvetas
Ueli Locher, directeur Eper

Direction

Peter Niggli, directeur et responsable du secteur Advocacy et Lobbying
Bastienne Joerchel, responsable du bureau régional de la Suisse romande (jusqu'à juillet 2009)
Michel Egger, responsable du bureau régional de la Suisse romande (dès août 2009)
Lavinia Sommaruga, responsable du bureau régional de la Suisse italienne
Emanuela Tognola, responsable du secteur information et documentation
Kathrin Spichiger, responsable du personnel

Siège central

Peter Niggli, directeur
Kathrin Spichiger, assistante
Franziska Schai, secrétariat (dès septembre 2009)
Trinh Vuong, secrétariat (jusqu'à mi-mars 2009)

Advocacy et Lobbying

Isolda Agazzi, commerce/OMC (dès septembre 2009)
Rosmarie Bär, environnement/climat/genre
Silvia Carton, secrétariat (Lugano)
Michel Egger, commerce/OMC
Mark Herkenrath, marchés financiers
Pepo Hofstetter, médias/politique de développement
Marcus Jenal, JPO (jusqu'à février 2009)
Bastienne Joerchel, commerce/OMC (jusqu'à juillet 2009)
Michèle Laubscher, politique de développement
Frédéric Russbach, secrétariat (Lausanne)
Lavinia Sommaruga, tous les thèmes (Lugano)

Alliance Sud Expertise

Bruno Stöckli

Service éducation

Marianne Gujer, *Urs Fankhauser*

Centre de documentation Berne

Emanuela Tognola, responsable
Flavio Haab
Renate Zimmermann

Centre de documentation Lausanne

Line Durussel, *Nicolas Derron*, *Pierre Flatt*

Impressum

Texte: *Alliance Sud*
Rédaction: *Kathrin Spichiger*, *Pepo Hofstetter*
Traduction française: *Michel Egger*
Mise en page: *Clerici Partner AG*, Zürich
Impression: *S+Z Print*, *Brig*
Photo page de couverture: *Christian Aslund*/
Greenpeace
Illustrations: *Chappatte*



Tirer des leçons de l'éruption volcanique?

L'éruption volcanique de ce printemps, qui a paralysé la circulation aérienne sur le continent européen et affecté la moitié de l'économie mondiale, a démontré à quel point celle-ci est vulnérable. Un même enseignement ressort d'autres événements.

Ainsi, le pic pétrolier et le prix du pétrole. Lorsqu'en 2008 les prix ont atteint leur sommet à plus de 140 dollars, plusieurs multinationales ont cherché à revoir leurs plans d'investissement à long terme. Elles avaient jusqu'alors conçu leurs chaînes globales de production sans prendre en considération les distances, les coûts de transport étant négligeables. Elles comptent dorénavant avec un prix futur du pétrole élevé, qui rend intéressante la re-régionalisation de la création de valeur.

La sécurité alimentaire est un autre exemple. Depuis les années 1980, on estimait que le commerce mondial de produits agricoles serait toujours en mesure de couvrir les besoins alimentaires des pays importateurs nets. Il convenait dès lors de libéraliser toujours plus le commerce agricole mondial. Or, depuis peu, certains Etats et investisseurs privés n'y croient plus. Ils achètent des millions d'hectares de terres pour assurer la couverture de leurs futurs besoins alimentaires. Les pays qui se sentent le plus menacés sont ceux qui craignent une raréfaction de l'eau et une diminution des rendements en raison du réchauffement climatique. Les achats de terres se déroulent en Afrique, où les habitants n'arrivent déjà pas aujourd'hui à s'alimenter suffisamment. Par conséquent, les économies qui ont autrefois délaissé leur agriculture dans l'espoir d'une plus grande création de richesse dans l'industrie et les services, devraient commencer à repenser leur sécurité alimentaire à plus petite échelle.

Dernier exemple: les marchés financiers. Le fait que les banques européennes se soient beaucoup engagées dans le commerce des hypothèques pourries s'explique par la libéralisation des mouvements transfrontaliers de capitaux. Contrairement aux promesses de ses apôtres, cette dérégulation financière n'a pas apporté davantage de stabilité, ni une meilleure répartition des risques, ni même une allocation plus efficiente du capital. Elle a, en revanche, conduit à la plus grave crise financière depuis 80 ans. Les 20 000 milliards de dollars et plus qui ont été dépensés pour sauver l'économie mondiale de la faillite sont l'une des raisons pour lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui au début d'une seconde crise financière, liée à l'endettement des Etats. Il est clair qu'une plus grande régulation des marchés financiers, restreignant les mouvements transfrontaliers de capitaux, permettrait de stabiliser l'économie mondiale.

Il y a cependant une différence entre l'éruption volcanique et les cas du pétrole, de l'agriculture ou des marchés financiers. Alors que la première est un événement naturel, les autres sont des risques créés par les êtres humains. Ils peuvent donc être évités. C'est cependant ici que les groupes d'intérêts défendent opiniâtrement le statu quo et contestent les analyses de risques. D'où l'importance de l'action d'Alliance Sud et de beaucoup d'autres ONG en Suisse et ailleurs pour corriger le tir.

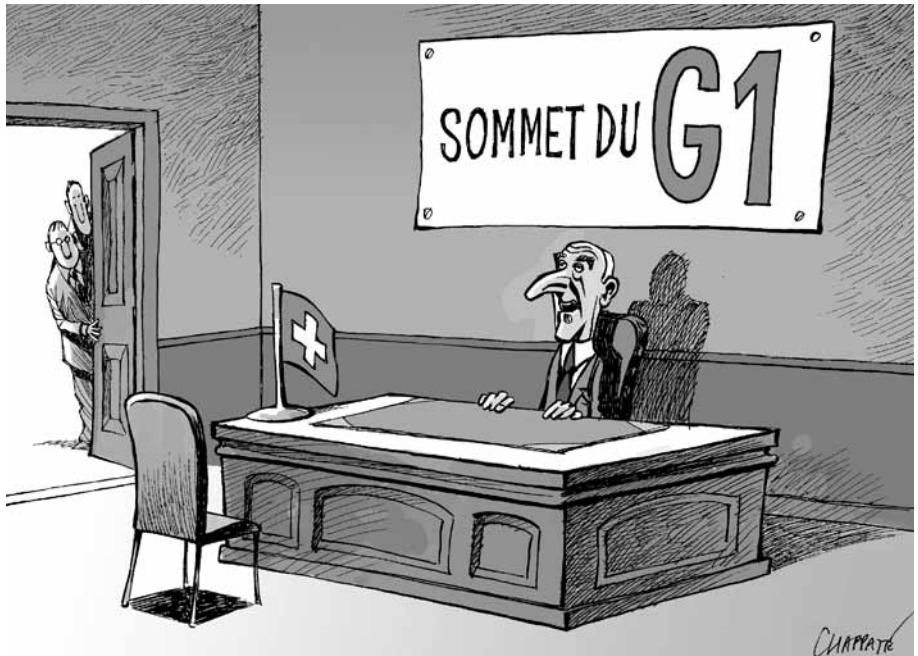
Peter Niggli, directeur

Tergiversations sur l'objectif de 0,5%

Le Conseil fédéral a fait traîner en longueur l'accroissement de l'aide publique au développement à 0,5% du produit national brut d'ici 2015. Suite à la pétition des œuvres d'entraide pour le 0,7%, le Parlement avait exigé fin 2008 un message supplémentaire afin d'entériner le nouveau pourcentage et de préciser l'augmentation progressive des moyens dès 2009. Mais le Conseil fédéral a refusé de fournir cette base de décision, expliquant, dans son dit rapport 0,5%, qu'il ne souhaite pas mettre à disposition des fonds additionnels avant 2013. Alliance Sud s'est alors engagée avec succès afin que le Parlement ne renonce pas à l'objectif de 0,5%: le Groupe parlementaire et multipartite Suisse-Solidarité internationale a critiqué en juin publiquement l'attitude de refus du Conseil fédéral. Les commissions de politique extérieure du Conseil national et du Conseil des Etats ont renvoyé le rapport à son expéditeur et insisté pour obtenir un message complémentaire.

Rapport de politique étrangère 2009

Le rapport de politique étrangère 2009 du Conseil fédéral s'est, pour la première fois, efforcé d'offrir une vision globale bienvenue de la politique extérieure de la Suisse. Il définit la coopération au développement comme l'un des instruments de la Suisse dans ses relations avec les pays non industrialisés, et non plus seulement comme une partie de sa politique étrangère. Une



telle «revalorisation» de la politique de développement comporte cependant le risque que l'aide soit instrumentalisée à des fins de politique extérieure. Par ailleurs, le rapport ne précise pas de quelle manière le Conseil fédéral entend rendre les différents domaines politiques tels que le commerce, la migration ou la place financière plus cohérents avec les objectifs de développement. Dans une prise de position, Alliance Sud a souligné les points faibles du rapport et plaidé en faveur

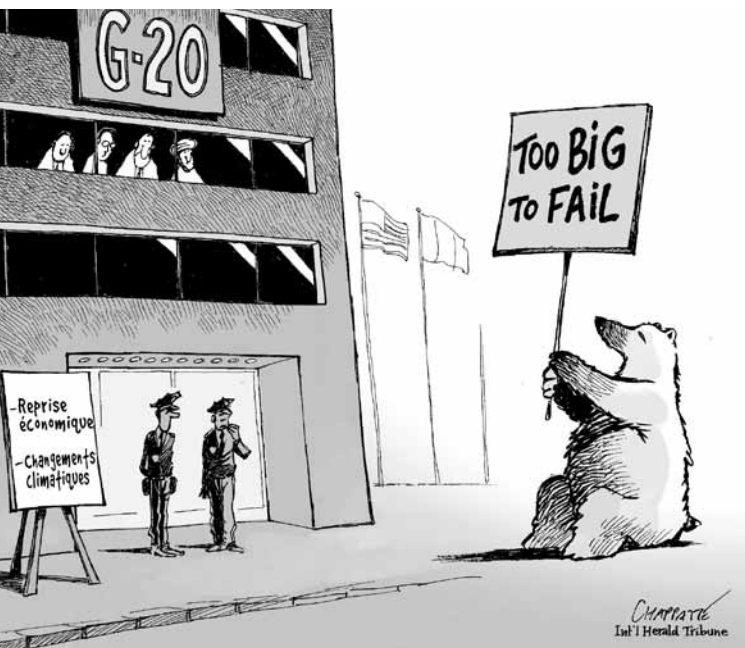
d'une aide qui reste centrée sur son domaine prioritaire, la lutte contre la pauvreté. Dans son rapport par pays sur la coopération suisse au développement, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a également prévenu la Suisse du risque de s'éloigner de cet objectif.

Forum social mondial à Belém

Le 9^e Forum social mondial a eu lieu à Belém (Brésil) du 27 janvier au 1^{er} février 2009. Comme lors des précédentes éditions, Alliance Sud et E-Changer ont organisé le voyage d'une délégation suisse. Près de 50 personnes du monde politique, des ONG, des syndicats et des médias y ont participé. Avant le Forum, le groupe a visité quelques partenaires des organisations suisses de développement et rencontré des représentants d'organisations sociales de base (le Mouvement des sans-terre, MST, par exemple) et de la théologie de libération (Leonardo Boff). Plus de 140 000 personnes ont assisté au Forum lui-même, dont, de façon frappante, de nombreux indigènes de la région d'Amazonie. Le Forum a offert à nouveau la possibilité d'échanger des idées et de coordonner certaines activités communes. Les

Sondage sur la coopération au développement

Depuis 1984, Alliance Sud et la Direction du développement et de la coopération (DDC) effectuent périodiquement des sondages représentatifs sur les attitudes de la population suisse à l'égard de l'aide au développement. Cela a été à nouveau le cas en 2009. Ce sixième sondage montre que la coopération au développement est toujours très bien acceptée. Les œuvres d'entraide et la Confédération sont perçues comme des acteurs professionnels, orientés vers les pauvres. Pour la première fois depuis 1989, la part de celles et ceux qui souhaitent réduire l'aide a diminué de 21% (2004) à 14%. Les partisans d'une augmentation se sont accrus de 22 à 30%. Les sondés qui estiment correct le volume actuel de l'aide sont restés stables (53%), bien qu'ils le surestiment. Le sondage a également révélé que la coopération au développement suscite moins d'intérêt, ce qui peut s'expliquer par les changements du contexte politique mondial et par la conjoncture économique. Bien que la solidarité reste une motivation importante, celles et ceux qui pensent que l'aide au développement devrait aussi profiter à la Suisse – et pas seulement aux pays pauvres – gagnent du terrain. Voir www.alliancesud.ch pour les résultats et les commentaires.



thèmes abordés étaient, entre autres, la crise financière, l'environnement et l'alimentation (changements climatiques, déforestation, agrocarburants, etc.). Chaque jour, les membres de la délégation suisse ont fait part de leurs impressions dans un blog sur les sites Internet d'Alliance Sud, de la *Wochenzeitung WOZ* et du quotidien genevois *Le Courier*.

Les affaires avant les droits humains

En 2009, la Suisse a continué à conclure des accords de libre-échange (ALE) tous azimuts. Cela lui permet d'obtenir des

concessions qui vont beaucoup plus loin que celles consenties par les pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

2009 a été dominée par le cas de la Colombie. La Suisse a été le premier pays industrialisé à ratifier un ALE avec ce pays – devançant en cela la Norvège et les Etats-Unis, qui émettent des réserves sur la situation des droits de l'homme. C'est sur ce thème qu'Alliance Sud, en collaboration notamment avec la Déclaration de Berne, a axé sa campagne contre la ratification de cet accord. Elle a co-organisé la visite d'un sénateur colombien et l'envoi d'une lettre, signée par une trentaine d'ONG et de syndicats, pour exhorter le Parlement à suspendre la ratification de l'accord jusqu'à ce que la situation des droits humains s'améliore. C'est la première fois qu'un véritable débat a eu lieu au Parlement sur un accord de libre-échange et un tiers d'élus ont voté contre au Conseil national.

Alors que les négociations d'un accord avec l'Inde ont marqué le pas suite aux réserves de Delhi sur la libéralisation de ses secteurs industriels, la Suisse a entamé des négociations avec la Chine et lancé une étude de faisabilité pour un accord avec le Vietnam. Alliance Sud a demandé au Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) d'inclure dans ce processus une étude d'impact sur les droits humains (alimentation, santé, travail). La réponse a été négative, mais Alliance Sud va continuer à pousser la Suisse dans ce sens, en particulier dans l'accord en préparation avec l'Indonésie.

En finir avec le cycle de Doha de l'OMC

Les négociations sur le cycle de Doha sont restées dans l'impasse en 2009. L'OMC a cependant, fin novembre, tenu à Genève une conférence ministérielle. A cette occasion, Alliance Sud a demandé de mettre un terme au cycle de Doha en engrangeant les quelques acquis pro-développement des négociations. Clore ainsi le cycle permettrait de repartir sur de nouvelles bases, d'opérer les réformes structurelles nécessaires et de libérer aussi des énergies pour passer à un agenda post-Doha plus en phase avec les défis résultant des crises économique, alimentaire et climatique actuelles. Alliance Sud a soumis ses propositions au Seco en prévision de la conférence de l'OMC fin mars 2010 visant à faire le point sur l'état d'avancement du cycle de Doha.

Non à un système de dumping du lait

Le monde agricole helvétique a été confronté en 2009 à de graves problèmes liés à la surproduction de lait et à la baisse consécutive des prix à la production. Alliance Sud a participé en octobre à une conférence de presse avec les organisations paysannes Uniterre et BIG-M pour demander à la Suisse de ne pas résoudre cette crise en subventionnant l'exportation des surplus laitiers vers les pays hors Union européenne. Les subventions à l'exportation des biens agricoles sont en effet l'instrument commercial le plus néfaste pour les agriculteurs des pays du Sud.

Les pays les plus pauvres financent nos réserves

La Suisse prétend offrir depuis le 1^{er} septembre 2009 le libre accès total à tous les produits des pays les moins avancés (PMA). Une recherche effectuée par Alliance Sud montre qu'il subsiste en réalité un droit de douane caché qui frappe toutes les importations de sucre, de riz, de café et d'huiles et graisses comestibles. Cette taxe, appelée «contribution au fonds de garantie», sert à financer les stocks obligatoires de biens alimentaires de la Suisse en cas de guerre, de catastrophes naturelles et de pénurie. Pour Alliance Sud, elle est inéquitable et incohérente, car elle revient, *de facto*, à faire financer les réserves alimentaires d'un des pays les plus riches de la planète par des prélèvements sur les importations des pays les plus pauvres. Il convient donc de l'abolir. Alliance Sud a montré que les coûts d'une telle suppression seraient supportables et que des solutions alternatives existent.

Places financières opaques – Financial Secrecy Index

Le Réseau international pour la justice fiscale (Tax Justice Network), co-fondé par Alliance Sud, a publié en novembre 2009, dans le cadre d'une action internationale coordonnée, un classement des places financières mondiales les plus opaques. Le nouvel indice montre, parmi les soixante paradis fiscaux et centres offshore les plus connus, ceux qui portent la plus grande responsabilité dans la non-transparence des marchés financiers globaux. En tête se trouve l'Etat fédéral américain du Delaware, qui contribue fortement avec ses trusts anonymes à la dissimulation des transactions financières internationales douteuses. Il est suivi par le Luxembourg. La Suisse se trouve au troisième rang. L'indice a rencontré un écho médiatique considérable dans notre pays et dans le monde.

Crise économique mondiale et pays en développement

La crise économique mondiale a aussi affecté le Sud en 2009. Dans plus de soixante pays en développement, le revenu par habitant a clairement diminué, avec des effets catastrophiques sur la lutte contre la pauvreté. L'ONU estime que la crise a empêché quelque 84 millions de personnes de sortir de la misère absolue. Selon les estimations du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (Undesa), les pays industrialisés et émergents ont – depuis le début de la crise financière et économique globale – investi près de 20 000 milliards de dollars dans le sauvetage des banques et plus de 1650 milliards dans la relance conjoncturelle. Sans de tels programmes, la crise aurait été bien pire.

La crise financière et économique mondiale a également fait l'objet d'une conférence de l'ONU en juin 2009. De nombreux pays industrialisés y ont refusé des mesures concrètes pour lutter contre la crise dans les pays en développement très pauvres. Toutefois, le document final critique clairement la politique de dérégulation menée jusqu'ici. Il souligne la nécessité de contrôler les mouvements de capitaux, appelle à revoir le système de réserves monétaires axé sur le seul dollar et exige une surveillance globale coordonnée des marchés financiers. En outre, il a été reconnu qu'il ne devait plus exister à l'avenir de discrimination à l'égard des pays en développement en matière d'échange international d'informations fiscales. Alliance Sud a fait partie de la délégation officielle de la Suisse à la conférence. Auparavant, elle avait soumis des propositions sur la réforme du système financier international à la commission d'experts mandatée par l'ONU en vue de cette conférence.

Premières réformes molles au FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) est sorti renforcé de la crise. Sous l'impulsion du G20, il a été doté de ressources supplémentaires pour lutter contre la crise au plan international. Sous la pression du Sud et de nombreuses organisations non gouvernementales du Nord, le FMI a davantage renoncé à lier ses programmes de crédit pour les pays en développement à des conditionnalités politiques trop dures. Une analyse d'Alliance Sud montre qu'en 2009, le FMI n'a plus demandé qu'à un tiers des pays récipiendaires de mettre en œuvre des mesures d'économie susceptibles d'aggraver la récession. La Suisse

s'est, en revanche, montrée sceptique envers cet assouplissement, de même qu'à l'égard des préoccupations des pays en développement dans le débat en cours sur la gouvernance. Les pays du Sud sont toujours clairement sous-représentés dans les organes dirigeants du FMI et de la Banque mondiale. Les discussions sur la nouvelle répartition des droits de vote au sein de ces deux institutions ont été réactives en 2009 sous la pression des pays émergents du G20.

Tordre le cou à l'évasion fiscale

Beaucoup de choses ont bougé dans la lutte internationale contre l'évasion fiscale. Lorsque la Suisse a été placée par l'OCDE sur la liste des paradis fiscaux non coopératifs, elle s'est vue contrainte de garantir l'entraide administrative internationale aux autres pays également en cas de soustraction fiscale. Mais les pays en développement sont restés exclus de la révision correspondante des accords de double imposition fiscale. Lors d'une conférence de presse précédant la Conférence de l'OCDE sur les questions fiscales en juin à Berlin, Alliance Sud et des organisations de développement d'Autriche et du Luxembourg ont exigé de leurs gouvernements qu'ils appliquent le principe de la nation la plus favorisée dans leur politique fiscale étrangère. La Commission économique du Conseil national a repris cette revendication à la fin de l'été dans une motion qui demande l'établissement d'un concept d'égalité de traitement entre pays

de l'OCDE et pays en développement dans les conventions de double imposition.

Fiasco à Copenhague

La Conférence de l'ONU sur les changements climatiques, qui a eu lieu en décembre à Copenhague, devait adopter un accord contraignant pour succéder au protocole de Kyoto arrivant à échéance fin 2012. Avant la réunion, Alliance Sud a publié un *Dossier* «Politique climatique: percée ou tergiversations?», qui présente les conséquences du réchauffement de la planète sur les pays pauvres ainsi que les pierres d'achoppement de la politique climatique nationale et internationale du point de vue de la politique de développement. Avant la conférence, Alliance Sud a organisé un symposium réunissant des experts suisses et internationaux qui ont défini les contours d'un accord climatique équitable.

Parallèlement, Alliance Sud s'est également engagée au sein de l'Alliance pour une politique climatique responsable. Avec le slogan «Voix pour le climat», un immense drapeau suisse a voyagé à travers tout le pays; la population a pu y inscrire ses revendications en matière de politique climatique. La tournée s'est clôturée le 17 octobre par une fête du climat sur la place fédérale à Berne, où Alliance Sud a également pris la parole. En décembre, le drapeau a fait le voyage de Copenhague et a été déployé devant le bâtiment où se tenait la conférence de l'ONU.





Le bilan de ce sommet sur les changements climatiques, auquel Alliance Sud a participé en tant que membre de la délégation suisse, est amer. Même l'«accord de Copenhague», non contraignant et négocié par un groupe de 25 pays, n'a pas été capable de créer un consensus minimal. L'assemblée plénière en a simplement pris acte. Les pays industrialisés n'étaient pas prêts à reconnaître leur responsabilité historique à l'égard du réchauffement climatique. Les pays émergents ne voulaient pas freiner la croissance de leurs économies avec un tel accord. Et les pays en développement pauvres se sont retrouvés une fois de plus les grands perdants. Seule note positive: l'«accord de Copenhague» a entériné la limitation du réchauffement planétaire à 2°C par rapport au niveau préindustriel.

Afin de s'approcher de cet objectif, les pays ont été priés d'indiquer jusqu'à fin janvier 2010 au Secrétariat de l'ONU sur les changements climatiques, de combien ils pensaient réduire leurs émissions de CO₂. Rares ont été les pays qui ont respecté ce délai. La Suisse n'a annoncé qu'à fin février sa volonté de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020 – alors qu'une diminution de 40% serait nécessaire. En outre, elle devrait inscrire dans la loi sur le CO₂ actuellement en révision des mesures d'accompagnement en matière de transfert de technologies, de lutte contre la déforestation et d'adaptation des pays pauvres aux changements climatiques. La révision de cette loi fera l'objet en 2010 de débats politiques internes.

Les conséquences des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire des pays en développement étaient également le thème du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire en no-

vembre à Rome. Alliance Sud faisait partie de la délégation suisse. Cette conférence s'est également terminée sans résultat concret. Le fait que seuls environ 60 chefs d'Etat et de gouvernement y étaient présents, a démontré le manque de volonté politique pour surmonter la crise alimentaire.

L'eau – source de conflits

En vue du Forum mondial de l'eau à Istanbul, Alliance Sud a organisé en mars, au nom de la Coordination suisse «L'eau comme bien public», un symposium sur le thème: «L'eau – source de conflits». Dans presque toutes les régions du monde, le manque d'accès à l'eau conduit à des conflits qui s'aggravent avec le réchauffement climatique. Le symposium a mis en évidence les différentes facettes de cette problématique. Des expertes du Sud ont présenté les conflits au Brésil, en Palestine et en Afrique. Les discussions ont également porté sur les discordes autour de l'utilisation de l'eau en Suisse.

Succès en matière d'agrocarburants

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national a demandé en octobre, sous la forme d'une initiative parlementaire, une adaptation de la législation sur les importations d'agrocarburants en Suisse: celles-ci ne seraient autorisées que s'il est possible de prouver que les plantes sont issues d'une production répondant aux critères du développement durable dans la région d'origine. Selon cette initiative, la culture et la transformation des plantes destinées à la fabrication d'agrocarburants ne devront pas concurrencer la production alimentaire, ni conduire à la déforestation, à la destruction de la biodiversité, à des déplacé-

ments de la population indigène. La Plateforme agrocarburants, à laquelle participe également Alliance Sud, a ainsi obtenu un succès, puisqu'elle a accompagné étroitement l'élaboration de cette initiative. Elle a mandaté une étude au Mozambique, qui démontre que la culture de jatropha pour les agrocarburants se fait au détriment de la production de denrées alimentaires.

Réponses féministes aux crises du care (soin)

En décembre 2008, à l'initiative de collaboratrices d'Alliance Sud ainsi que d'autres représentantes d'ONG et du monde scientifique, l'association WIDE Switzerland, antenne nationale du réseau Women in Development Europe, a été créée. Dans l'idée de renforcer les dynamiques entre genre, économie et développement, la nouvelle association a organisé en juin à Bâle la conférence annuelle internationale de WIDE sur le thème de l'économie du care (soin) en lien avec la crise financière et économique. Alliance Sud a participé à la conférence de presse précédant la manifestation.

Alliance Sud Expertise

Lors du Forum ministériel sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu en 2008 à Accra au Ghana, les gouvernements donateurs et bénéficiaires ont débattu, entre autres, du rôle de la société civile dans le développement. D'où la participation de nombreux réseaux de la société civile. Ces derniers ont décidé de lancer leur propre processus de réflexion sur l'efficacité de l'aide. Ils ont créé ainsi l'Open Forum on CSO Development Effectiveness. Sur la base de consultations nationales et régionales, le forum vise à formuler une sorte de «Déclaration de Paris de la société civile».

Le comité directeur d'Alliance Sud a décidé mi-2009 de participer à cette consultation. Il en a confié le mandat à Alliance Sud Expertise. Plus de 50 organisations non gouvernementales suisses ont été interrogées sur le contenu d'une telle déclaration. Les résultats de la consultation, encore en cours fin 2009, seront discutés en 2010 par les organisations participantes et intégrés ensuite dans le processus de consultation européen.

L'efficacité de l'aide était également le thème de deux autres mandats. Pour le compte de la Direction du développement et de la coopération (DDC), Alliance Sud Expertise a étudié ce que celle-ci pouvait faire, en collaboration avec les organisations suisses de développement, pour renforcer les interactions entre le gouver-

nement et la société civile au Sud. A la demande de la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement, Alliance Sud Expertise a élaboré de nouvelles directives en matière de bonnes pratiques et de principes pour la coopération scientifique Nord-Sud.

Bureau régional Suisse italienne

Nombreuses ont été en 2009 les activités de relations publiques du bureau régional de la Suisse italienne. En juin, Alliance Sud, Helvetas et l'Action de Carême ont été invités à tenir un stand durant l'exposition «Salone VitaPiù per gli anziani di oggi e di domani», coordonné par le Département de la santé et du domaine social du canton du Tessin. Ils ont également participé à une table ronde sur le commerce équitable. Toujours en juin, Alliance Sud, ACLI (Associazioni Cristiane Lavoratori Italiani) et l'Action de Carême ont organisé un séminaire sur les changements climatiques avec plusieurs intervenant-e-s. Une réflexion finale a été élaborée par ces derniers en collaboration avec les participant-e-s.

A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre), Alliance Sud et d'autres ONG ont organisé une journée de sensibilisation sur la faim et la souveraineté alimentaire à Chiasso. Plus de 400 élèves des écoles secondaires et supérieures étaient présents.

En novembre, avec la collaboration de SUIPPCOL (Programme suisse pour la promotion de la paix en Colombie), Alliance Sud a animé une soirée-débat sur les femmes en Colombie – «de victimes de guerre à créatrices de paix». Deux Colom-

biennes du mouvement «Ruta pacífica de las mujeres» y ont participé. La soirée faisait partie de la Campagne «Oltre il silenzio» et des journées internationales contre la violence envers les femmes.

Alliance Sud a été fortement présente dans les médias sur les thèmes de la coopération au développement, du commerce, du climat, de la faim et des Objectifs du Millénaire, permettant ainsi une importante sensibilisation du public de langue italienne en Suisse. Elle a diffusé des prises de position sur la politique internationale et de développement, a répondu aux demandes du public et publié près de 80 articles dans la presse de langue italienne.

Bureau régional Suisse romande

Les collaboratrices et collaborateurs du service Advocacy et Lobbying à Lausanne sont responsables du dossier commerce international. Ils ont, en outre, relayé dans l'opinion publique nombre d'autres thèmes de politique de développement traités par Alliance Sud. Par ailleurs, le 16 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, ils ont co-organisé un «train contre la faim» sur le thème droit à l'alimentation et changements climatiques. Partis de Genève, une cinquantaine de politiciens et représentants d'ONG ont rejoint Delémont où ils ont apporté leur soutien à la lutte locale contre l'implantation d'une usine de bioéthanol à partir de canne à sucre importée du Brésil.

Education

Le service éducation d'Alliance Sud a produit en 2009 le matériel pédagogique suivant:

- «Les enfants du monde nous racontent»: le DVD contient sept documentaires, où des enfants d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe racontent de quelle manière ils vivent, sont logés, mangent, travaillent, jouent et vont à l'école. Ils lèvent le voile sur leurs préoccupations, leurs peines, leurs rêves et la manière dont ils voient leur avenir. Le DVD a été produit en collaboration avec le service Films pour un seul monde. Accompagné d'un matériel didactique, il s'adresse aux enfants et aux jeunes dès 10 ans et met en évidence les droits de l'enfant.
- A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre, un ensemble de documents pédagogiques pour différentes classes d'âges a été produit. Il comprend notamment une marelle des droits de l'enfant, un poster proposant de nombreuses activités, un pack de livrets à construire par les élèves.
- En collaboration avec le fonds de livres pour enfants Baobab, le service éducation d'Alliance Sud a publié un document pédagogique sur l'ouvrage «Im Schatten des Zitronenbaums» de l'auteure sud-africaine Kagiso Lesego Molepe. Il s'adresse aux élèves de la 6^e à la 9^e année et peut être téléchargé sur le site Internet d'Alliance Sud (en allemand).
- «Allo, t'es où?»: cette fiche pédagogique de huit pages s'adresse aux élèves du secondaire I et II. Au travers du téléphone portable, les jeunes sont sensibilisés à leur propre mode de consommation. Ils découvrent les effets globaux de la production et de l'usage de téléphones portables. Sont analysés les aspects sociaux et économiques ainsi que les atteintes à l'environnement, les coûts, les acteurs impliqués dans la fabrication, le mode de communication, les effets sur la santé ou le recyclage des matériaux. Les comportements des jeunes et leurs conséquences sont interrogés, des ébauches de solution sont discutées.



Les caricatures

dans ce rapport annuel ont été publiées dans les journaux *International Herald Tribune* et *Le Temps*. Nous remercions Chappatte, le caricaturiste, qui nous les a mis à disposition.

Information et documentation

En août 2009, Alliance Sud a mis en ligne son nouveau site Internet. La documentation a participé à sa conception et à sa réalisation. Le transfert des données de l'ancien au nouveau site a été l'occasion de repenser l'offre documentaire en ligne.

Une meilleure visibilité

L'ergonomie du site offre une meilleure interactivité entre les différents services. La documentation peut ainsi mieux accompagner les activités de la politique de développement sur le plan documentaire en créant des liens internes. Des onglets permettent de passer d'un secteur à l'autre: politique, éducation, expertise.

De nouvelles fonctionnalités ont vu le jour, telles que les flux RSS donnant la possibilité de suivre de manière automatisée les dernières actualités d'un site, la diffusion de la lettre d'information en trois langues, la recherche thématique, une meilleure gestion des images qui rendent le site plus attrayant. Les nouvelles rubriques, comme par exemple Zoom – *Heraus-*

gepickt en allemand – proposent aux internautes des dossiers d'actualité, des revues de presse, des notes de lecture. Ces rubriques permettent de réagir rapidement à l'actualité. Plusieurs dizaines de dossiers d'actualité ont été mis en ligne. Les dossiers électroniques de fond ont aussi été restructurés et mis à jour.

Réseaux

Six fiches pédagogiques ont été réalisées et mises en ligne sur le site de notre partenaire e-media, qui a pour vocation la diffusion d'un matériel de référence et de travail en classe et dépend de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP). Ces fiches abordent des sujets tels que les téléphones portables, les maladies orphelines, la bande dessinée et la guerre, l'eau, l'alimentation.

La documentation a été invitée à se présenter dans un numéro de la revue «ar-bido», l'organe professionnel commun de Bibliothèque Information Suisse (BIS) et

de l'Association des archivistes suisses (AAS-VSA), consacré aux archives suisses spécialisées dans les droits humains. Ce document retrace l'historique des centres de documentation d'Alliance Sud depuis les années 1970, décrit de manière détaillée leur évolution et présente leur offre actuelle.

La rencontre annuelle du Réseau de spécialistes en information documentaire des institutions de développement germanophones (IVEP) a eu lieu cette année à Berne et a été organisée par la section Gestion de l'information de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et la documentation d'Alliance Sud. Les réseaux sociaux sur Internet (Web 2.0) et leur application dans le domaine du développement étaient le thème central des discussions.

Par ailleurs, la DDC a reconduit, pour la période 2010–2012, la contribution fédérale aux activités du secteur Information et Documentation.

Publications

GLOBAL+

Avec son périodique trimestriel GLOBAL+, Alliance Sud informe sur ses activités, analyse et commente la politique de développement de la Suisse et traite de questions générales sur la mondialisation et la politique Nord-Sud. En 2009, les thèmes suivants ont été approfondis: programmes globaux de la DDC, crise économique mondiale et pays en développement, accord sur le climat et protection des forêts, cycle de Doha de l'OMC (printemps); fonds pour le climat et Banque mondiale, crise financière et économique mondiale, clauses vertes et sociales dans les accords bilatéraux, normes de l'OCDE pour les multinationales (été); garde armée pour l'aide humanitaire, conférence sur le climat à Copenhague, financement de la protection du climat, commerce et climat (automne); réorientation de l'aide européenne, droits de douane sur le sucre, cycle de Doha de l'OMC, réforme du FMI (hiver). GLOBAL+ paraît en français et en allemand (en anglais: Alliance Sud News). Il est disponible par abonnement (CHF 30.–).

GLOBAL+ Dossiers

Dans la série *Dossiers*, Alliance Sud a publié sa prise de position «Politique climatique: percée ou tergiversations?» (*Dossier 13*/mai 2009) ainsi que la documentation du symposium public «L'eau – source de conflits» du 6 mars 2009, organisé par la Coordination suisse «L'eau comme bien public» (*dokument 17*/mai 2009, textes publiés dans leur langue d'origine). Les *Dossiers* sont disponibles en ligne sur le site Internet (format pdf) ou sous forme imprimée (cahier séparé: CHF 7.–, plus les frais d'envoi).

Brochure sur le financement du développement

En collaboration avec la plate-forme des ONG autrichiennes AG Globale Verantwortung et le réseau luxembourgeois Cercle de coopération, Alliance Sud a publié une brochure de 20 pages en allemand sur le financement du développement, intitulée «Jenseits von Almosen». Elle aborde les thèmes suivants: mécanismes de financement innovants, lutte contre l'évasion fiscale, assèchement des paradis fiscaux et réforme générale de l'architecture financière. La brochure est disponible sur le site Internet (format pdf).

Newsletter en italien

En plus du français et de l'allemand, Alliance Sud diffuse depuis fin mai 2009 une lettre d'information électronique également en italien. L'envoi est effectué trois à quatre fois par année. La newsletter informe sur les activités et les publications d'Alliance Sud ainsi que sur les manifestations du bureau régional de Lugano.

www.alliancesud.ch

Depuis l'été 2009, Alliance Sud a mis en ligne son nouveau site Internet. Avec un design attrayant, le site offre des informations sur la politique de développement, les prestations des centres de documentation, un agenda des manifestations ainsi que des documents pédagogiques.

Prises de position 2009

L'ensemble des communiqués de presse, exposés et autres prises de position politiques d'Alliance Sud pour l'année 2009 sont disponibles sous la forme d'une compilation de format A4 (CHF 30.–, plus les frais d'envoi).

Commandes: mail@alliancesud.ch
ou www.alliancesud.ch

Alliance Sud 2009 en chiffres

Bilan au 31.12.2009

Actifs	1.1.-31.12.2009		Année précédente		Différence
	CHF	%	CHF	%	
Liquidités et valeurs	1	989 361.39	555 073.36		434 288.03
Créances		190 525.86	157 506.34		33 019.52
Actifs transitoire		59 909.00	56 729.00		3 180.00
Actif circulant		1 239 796.25	769 308.70	47,9%	470 487.55
Actif corporel		14 238.80	10 229.05		4 009.75
Immobilisations financières	2	-	700 000.00		-700 000.00
Actif immobilisé		14 238.80	710 229.05	44,2%	-695 990.25
Actif financier à affectation spéciale	3	128 290.40	127 020.20		1 270.20
Actif financier à affectation spéciale		128 290.40	127 020.20	7,9%	1 270.20
Total actifs		1 382 325.45	1 606 557.95	100,0%	-224 232.50

Passifs	1.1.-31.12.2009		Année précédente		Différence
	CHF	%	CHF	%	
Autres obligations		65 436.20	40 695.77		24 740.43
Passifs transitoires		29 788.04	83 654.95		-53 866.91
Capital étranger à court terme		95 224.24	124 350.72	7,7%	-29 126.48
Provisions	4	175 558.40	207 194.25		-31 635.85
Engagements dans des projets	5	10 488.00	25 919.40		-15 431.40
Capital étranger à long terme		186 046.40	233 113.65	14,5%	-47 067.25
Réserves de réévaluation		51 404.48	51 404.48		-
Capitaux libres réalisés		884 393.75	1 023 152.38		-138 758.63
Capitaux liés réalisés	6	313 295.35	313 295.35		-
Résultat annuel		-148 038.77	-138 758.63		-9 280.14
Capital de l'organisation		1 101 054.81	1 249 093.58	77,7%	-148 038.77
Total passifs		1 382 325.45	1 606 557.95	100,0%	-224 232.50

Commentaire sur les comptes annuels 2009

Pour la clôture annuelle de ses comptes, Alliance Sud se soumet aux exigences de présentation des comptes applicables aux organisations d'utilité publique (Swiss GAAP FER-21). Nous précisons que le décompte annuel 2009 présenté dans ces pages est la synthèse d'un rapport comptable beaucoup plus complet et détaillé. Celui-ci a été adopté par le Comité directeur d'Alliance Sud le 31 mars 2010 et est disponible auprès du secrétariat d'Alliance Sud.

L'exercice 2009 se clôt sur une perte globale de 148 039 francs. Celle-ci est plus basse que le déficit budgété de 191 100 francs. Elle est le résultat des pertes opérationnelles d'Alliance Sud (86 146 francs) et des pertes du circuit de facturation fermé d'Alliance Sud Expertise (61 893 francs).

Le capital propre a été réduit du montant de ces pertes et s'élève encore à 1,101 million de francs. S'y ajoutent

167 000 francs de provisions pour des investissements dans les technologies de la communication. Le capital disponible atteint donc 1,268 million de francs.

Remarques sur les comptes annuels

- 1 Les liquidités sont constituées d'avoirs en caisse, d'avoirs à la poste et en banque ainsi que de valeurs en tout temps disponibles.
- 2 Les immobilisations financières sous forme d'un prêt de 700 000 francs dans le dépôt de titres de Caritas Suisse ont été transformées en liquidités au cours de 2009.
- 3 L'actif immobilisé à affectation spéciale comprend des réserves de cotisations de l'employeur à la caisse de pension Fondation Abendrot.
- 4 Les provisions incluent le fonds de rénovation pour les technologies de communication et l'infrastructure ainsi que le décompte des sous-locations.

Compte d'exploitation 2009

	1.1.-31.12.2009		Année précédente		Différence
	CHF	%	CHF	%	
Contributions annuelles, dons	-6 180.00	0,2%	-2 520.00	0,1%	-3 660.00
Contributions à affectation spéciale	7 -2 791 454.28	87,5%	-2 885 532.86	87,6%	94 078.58
Actions spéciales	-38 119.85	1,2%	-17 797.85	0,5%	-20 322.00
Activités et ventes	-101 631.95	3,2%	-147 001.14	4,5%	45 369.19
Autres recettes	-251 251.53	7,9%	-242 171.68	7,3%	-9 079.85
Recettes d'exploitation	-3 188 637.61	100,0%	-3 295 023.53	100,0%	106 385.92
Contributions à organisations tierces	8 492 799.35		503 560.85		-10 761.50
Achats pour activités et vente	46 383.20		24 912.65		21 470.55
Frais de personnel	2 066 586.15		2 073 254.70		-6 668.55
Prestations de tiers	154 386.50		165 384.55		-10 998.05
Charges liés aux locaux, énergie, élimination	216 671.87		210 202.05		6 469.82
Entretien machines, mobiliers, installations	2 915.80		2 163.85		751.95
Assurances de biens matériels, taxes, prélèvements	3 506.00		4 262.30		-756.30
Frais d'administration et d'informatique	126 783.86		146 228.79		-19 444.93
Marketing, actions spéciales, relations publiques	219 899.96		261 868.25		-41 968.29
Frais, autres charges d'exploitation	76 922.25		77 997.80		-1 075.55
Amortissements sur immobilisations	5 036.00		3 226.85		1 809.15
Charges d'exploitation	3 411 890.94	-107,00%	3 473 062.64	-105,40%	-61 171.70
Résultat d'exploitation	223 253.33	-7,00%	178 039.11	-5,40%	45 214.22
Résultat financier	-63 535.44		-29 220.38		-34 315.06
Résultat des sous-locations	-11 679.12		-10 060.10		-1 619.02
Excédent de dépenses sans résultat du fonds	148 038.77	-4,64%	138 758.63	-4,21%	9 280.14
Excédent de dépenses avant affectations	148 038.77	-4,64%	138 758.63	-4,21%	9 280.14
Affectations: capitaux libres réalisés	-148 038.77		-138 758.63		-9 280.14
Excédent de dépenses après affectations	0.00		-		-

5 Des engagements subsistent dans le projet de sensibilisation aux questions Nord-Sud ainsi que dans diverses campagnes non terminées.

6 Le capital lié constitue le fonds d'actions. Il a été alimenté les années précédentes afin de réaliser des actions imprévues.

7 Les contributions à affectation spéciale proviennent notamment:

- des organisations membres pour le financement des activités d'«advocacy et lobbying» (2 160 000).
- de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) au budget d'Alliance Sud (35 000).
- de la Fondation liechtensteinoise de développement au budget d'Alliance Sud (10 000).
- des membres de la plate-forme des organisations suisses de développement pour la coordination par Alliance Sud (18 000).
- de la Direction du développement et de la coopération (DDC) aux centres de documentation (190 000)

et au projet de sensibilisation aux questions Nord-Sud (280 000) ainsi qu'à l'organisation de la conférence sur l'eau en mars (15 000) et à la conférence sur le climat en octobre (20 000).

- de la Division politique IV du DFAE à l'organisation de la conférence sur l'eau en mars (15 000).
 - du canton du Tessin, des villes de Lugano, Chiasso, Bellinzone et de la commune de Losone ainsi que de l'Office fédéral du développement territorial au bureau régional de Lugano et à ses activités dans le domaine du développement durable (24 000).
- 8 Des cotisations de membres ou de projets ont été versées aux organisations et réseaux suivants: Eurostep (12 927), Eurodad (1067), Fondation Education et Développement (165 000), InfoSud (311 000), Transparency International Suisse (500), KOFF (500), Interportal (1500), Tax Justice Network (305).

Tableau de financement 2009

	2009	2008
	CHF	CHF
Domaine du chiffre d'affaires		
Résultat avant affectations (modification du fonds)	-148 038.77	-138 758.63
Modification provisions pour technologies de communication	-31 635.85	19 956.50
Amortissements	5 036.00	3 226.85
Cashflow	-174 638.62	-115 575.28
- augmentation / + diminution créances	-33 019.52	39 189.11
- augmentation / + diminution régularisation active de fin de période	-3 180.00	-25 738.95
+ augmentation / - diminution autres obligations à court terme	24 740.43	-6 979.48
+ augmentation / - diminution régularisation passive de fin de période	-53 866.91	16 572.77
Modification de l'actif net circulant	-65 326.00	23 043.45
Flux financiers d'activités d'exploitation	-239 964.62	-92 531.83
Domaine des investissements		
+ vente / - acquisition d'actif corporel	-9 045.75	-
- augmentation / + diminution placements à affectation spéciale en titres	-1 270.20	-1 257.65
+ vente / - acquisition d'immobilisations financières	700 000.00	-
Flux financiers d'activités d'investissements	689 684.05	-1 257.65
Excédent / besoin de capitaux	449 719.43	-93 789.48
Domaine du financement		
+ augmentation / - diminution capitaux financiers à long terme	-15 431.40	63 474.89
Flux financiers du domaine financier	-15 431.40	63 474.89
+ augmentation / - diminution net - liquidités	434 288.03	-30 314.59
Net - liquidités au 1.1.	555 073.36	585 387.95
Flux financiers d'activités d'exploitation	-239 964.62	-92 531.83
Flux financiers d'activités d'investissements	689 684.05	-1 257.65
Flux financiers du domaine financier	-15 431.40	63 474.89
Net - liquidités au 31.12.	989 361.39	555 073.36

Informations complémentaires

- Indemnisation des organes dirigeants: les membres du Comité directeur ne sont pas indemnisés. Le salaire des membres de la direction respecte les prescriptions du règlement des salaires d'Alliance Sud.
- Effectifs: en 2009, Alliance Sud a offert des emplois fixes à 21 collaborateurs et collaboratrices. Ceux-ci se sont partagés 14,2 postes à plein temps. En outre, plusieurs stages ont été effectués dans les centres de documentation.
- Rapport d'activités: le présent rapport annuel vaut comme rapport d'activités.

Nous remercions

- les organisations membres Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et Eper pour leurs cotisations de base;
- la Confédération, l'OSEO, la Fondation liechtensteinoise de développement, le canton du Tessin, les villes de Lugano, Bellinzone et Chiasso ainsi que la commune de Losone pour leurs contributions aux activités d'Alliance Sud.

Les comptes annuels 2009 ont été révisés par la fiduciaire BDO et déclarés en ordre.

Représentations d'Alliance Sud (état au 1.1.2010)

Michèle Laubscher	Commission consultative pour le développement et la coopération internationaux
Peter Niggli	Commission de la politique économique
Michel Egger	Commission des experts douaniers
Rosmarie Bär	Comité national suisse pour la FAO
Peter Niggli	Commission extra-parlementaire chargée des engagements militaires de la Suisse en faveur de la promotion internationale de la paix (Peace Supporting Operations)
Bruno Stöckli	Commission suisse pour l'encouragement de la recherche dans les pays en développement
Peter Niggli	Eurostep /réseau européen d'organisations de développement privées
Bruno Stöckli	Eurodad /réseau européen pour le désendettement et le développement
Peter Niggli	Groupe de liaison OMC du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)
Michel Egger	
Isolda Agazzi	
Michel Egger	Groupe de contact Investissements du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)
Mark Herkenrath	Tax Justice Network
Rosmarie Bär	Coordination suisse «L'eau comme bien public»
Lavinia Sommaruga	
Rosmarie Bär	Alliance pour une politique climatique responsable
Rosmarie Bär	Plate-forme agrocarburants
Marianne Gujer	Fondation Education et Développement
Marianne Gujer	Forum Education au Développement durable
Peter Niggli	Conseil de fondation ZEWO (Service suisse de certification pour les organisations d'utilité publique qui récoltent des dons)
Michèle Laubscher	NGO-Koalition für den Internationalen Strafgerichtshof
Michèle Laubscher	Groupe de travail des ONG pour une commission fédérale des droits de l'homme
Peter Niggli	Plate-forme des ONG suisses de développement
Michèle Laubscher	
Peter Niggli	Groupe parlementaire Suisse – Solidarité internationale (secrétariat)
Michèle Laubscher	
Pepo Hofstetter	Comité directeur de l'agence de presse InfoSud
Pepo Hofstetter	Interportal
Flavio Haab	
Pierre Flatt	
Emanuela Tognola	Réseau suisse des centres de documentation spécialisés sur le développement (NEDS)
Nicolas Derron	
Emanuela Tognola	Informationsverbund Entwicklungspolitik (IVEP)
Flavio Haab	Délégation à la formation I+D, Bibliothèque Information Suisse (BIS)
Kathrin Spichiger	WIDE Switzerland

Par ailleurs, le directeur d'Alliance Sud est membre ad personam de la Commission liechtensteinoise pour la politique de développement.

Adresses

Alliance Sud

Postfach 6735, 3001 Bern
mail@alliancesud.ch
www.alliancesud.ch

*Siège central, Advocacy et Lobbying,
Alliance Sud Expertise*

Tél. 031 390 93 30, fax 031 390 93 31
Centre de documentation

Tél. 031 390 93 37, fax 031 390 93 38
dokumentation@alliancesud.ch

Service éducation

Tél. 031 390 93 39, fax 031 390 93 38
school@alliancesud.ch

Alliance Sud

1, avenue de Cour, 1007 Lausanne
www.alliancesud.ch/politique

Advocacy et Lobbying

Tél. 021 612 00 95, fax 021 612 00 99
lausanne@alliancesud.ch

Centre de documentation

Tél. 021 612 00 86, fax 021 612 00 99
doc@alliancesud.ch

Alliance Sud

Via Besso 28, C.P. 516, 6903 Lugano
Tél. 091 967 38 40, fax 091 966 02 46
lugano@alliancesud.ch
www.alliancesud.ch/politica

Compte postal d'Alliance Sud

30-36070-0